

Graduate Institute Publications

Effervescences féministes | Christine Verschuur, Isabelle Guérin, Isabelle Hillenkamp

**Luttes d'une
association de
femmes travaillant
dans le secteur de
la pêche à Udupi :**

entre maternage et marché

Kaveri Thara

p. 133–152

Résumé

Cette étude de cas s'est intéressée aux luttes politiques menées par une association de vendeuses de poissons frais, dans le district d'Udupi, Etat de Karnataka en Inde. Dans cette association, les femmes s'organisent afin de préserver leurs moyens de subsistance, grâce à la vente de poisson, et de défendre leur droit à une protection et des prestations sociales de l'Etat. Les femmes travaillant dans le secteur de la pêche à Udupi ont réussi à mobiliser collectivement des soutiens politiques, par le biais des réseaux de caste et des réseaux communaux. Elles ont pu empêcher que l'implantation de magasins de vente de poisson à forte intensité de capital ne leur enlève leurs moyens de subsistance à Udupi, en faisant pression sur l'Etat afin qu'il n'accorde pas de licences à ces grands magasins qui mettent en danger leurs moyens de subsistance. Les négociations temporaires avec l'administration du district ont permis aux femmes pêcheuses de continuer à vendre du poisson, dans un contexte fortement marqué par le capitalisme et le patriarcat et alors que la vente au détail de poisson en dehors d'Udupi est de plus en plus monopolisée par de grandes entreprises riches en capitaux.

Note de l'éditeur

Référence papier : K. Thara, 2021. 'Luttes d'une association de femmes travaillant dans le secteur de la pêche à Udupi : entre maternage et marché', in C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp (Dir.) *Effervescences féministes. Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur*, Coll. Éclairage n°2, 133–152. Paris : L'Harmattan. [Acheter le .pdf chapitre éditeur.](#)

Texte intégral

Une cause commune : se mobiliser pour continuer à mettre de la nourriture sur la

table

- 1 L'association de vendeuses de poissons frais d'Udupi, appelée *Udupi Hasi Meenu Marathagarara Sangha*, réunit des femmes pêcheuses qui vendent du poisson frais. L'objectif de l'association est d'aider ces femmes à protéger leurs moyens de subsistance. Cette association a été créée en 2010 en réponse à l'émergence de nouveaux grands magasins de poissons à Udupi et dans le district voisin de Kundapura. De peur de perdre leurs moyens de subsistance face à des grandes entreprises disposant de capital et d'espaces de stockage du poisson, ces femmes vendant du poisson frais se sont mobilisées et ont créé une association qui réunit aujourd'hui 1 631 femmes. Cette association réunit des femmes pêcheuses de trente-six marchés dans le district d'Udupi¹. Elle a été créée par Mme Baby Salian, une femme pêcheuse d'Udupi qui vend du poisson depuis plus de trente ans et qui a des bonnes connections politiques, sociales et culturelles dans le district. En 2010, lorsqu'un magasin de vente de poisson a été ouvert à Kundapura, Baby Salian a créé l'association², craignant que les femmes ne perdent leur emploi, pour tenter de soutenir une activité traditionnellement réalisée par des femmes dans la région. Cette association a fait appel au ministre de l'Intérieur de l'époque, lui demandant qu'il refuse l'autorisation d'implantation de nouveaux magasins de vente de poissons frais dans le district d'Udupi car cela affecterait les moyens d'existence de plus de 10 000 femmes pêcheuses impliquées dans la vente directe de poisson et d'environ 30 000 femmes indirectement associées aux ventes de poisson frais. Les femmes pêcheuses sont en effet aidées par d'autres femmes qui les aident à porter le poisson sur le port, à le nettoyer, à décortiquer les crevettes, à gérer les magasins de poisson sur le port, etc. Ainsi, les activités liées à la vente de poisson ne sont pas réalisées uniquement par celles qui le vendent. Les femmes sont également impliquées dans le transport du poisson, le tri, le nettoyage et la préparation des fruits de mer pour la consommation. Bien que ces femmes ne fassent pas partie de l'association, cette dernière utilise ce chiffre de

manière stratégique, pour revendiquer le droit aux moyens de subsistance. En réponse à leurs protestations, le ministre a promis à l'association qu'il s'assurerait qu'aucun nouveau marché de vente de poisson ne reçoivent l'autorisation de s'installer à Udupi³.

2 Les forces du marché sont relativement fortes dans la région et les hommes de classe supérieure qui ont accès au capital rivalisent pour vendre du poisson. Il s'agit d'une activité rentable, notamment lorsque des capitaux peuvent être investis pour permettre le stockage du poisson et pour organiser la livraison à domicile. Les femmes vendeuses de poisson subissent de plus en plus la pression de petits magasins qui vendent du poisson frais, de même que de vendeurs mobiles hommes qui leur font concurrence et elles craignent que l'établissement de magasins plus grands ne mette fin à leur travail⁴. En 2009, la *Karnataka Fisheries Development Corporation* – appartenant au gouvernement – a elle-même créé un marché de vente de poissons au détail avec air conditionné à Chilimbi, proche de la ville de Mangalore, et les femmes pêcheuses ont à nouveau manifesté⁵. Bien que l'accord d'Udupi avec le Commissaire de district reste en vigueur, l'association a dû organiser des manifestations périodiques lorsque des permis ou des licences ont été accordées par d'autres départements, en violation de l'ordre du Commissaire de district. La bataille visant à empêcher de nouveaux magasins de poissons frais d'ouvrir dans la région est perpétuelle. Suite à la multiplication de magasins dans et autour d'Udupi en 2014, l'association a à nouveau organisé une manifestation devant les bureaux du commissaire de district à Udupi. Elle a dénoncé l'octroi de permis par les Gram Panchayaths à des magasins qui ont ouvert à Udupi, Brahmavar, Sastan, Kota, Saligrama, Saibarakatte, Hebri, et Kundapura, alors que le Commissaire de district s'était engagé à ne pas donner d'autorisations d'ouverture de nouveaux magasins de vente de poisson frais. Une fois encore, suite à cette manifestation, Shobha Karandlaje – qui était alors députée de Udupi-Chikmagalur – leur a assuré qu'elle

discuterait de cela avec Commissaire de district d'Udupi afin de donner des instructions au *Gram Panchayaths*⁶. Ces manifestations fréquentes ont permis aux femmes pêcheuses de continuer à faire pression sur l'administration locale pour qu'elle protège leurs activités.

- 3 Cette association a été choisie pour cette étude car il s'agit d'une initiative d'économie solidaire qui a pour objectif de protéger les moyens de subsistance des femmes. Elle répond à toutes les caractéristiques d'une pratique de l'économie solidaire : elle met l'accent sur les bénéfices communautaires plutôt que sur le profit économique individuel, elle facilite la participation démocratique, en tenant des réunions mensuelles au cours desquelles les prises de décisions font l'objet de discussions et de délibérations, et elle est autonome vis-à-vis de l'Etat. A part s'opposer à la création de magasins de vente de poisson, l'association négocie avec l'Etat pour créer des marchés dans lesquels les femmes peuvent vendre leur poisson, dans différents endroits du district d'Udupi. Elle gère également de manière active l'utilisation de ces espaces de marchés, en octroyant les espaces aux vendeuses dans le marché et en organisant annuellement un tournus de ces espaces. Les femmes qui veulent vendre du poisson dans ces marchés doivent devenir membres de l'association et doivent adhérer aux règles et au règlement créés en vue d'une gestion apaisée de ces marchés. L'association s'implique également dans d'autres questions qui ne sont pas en lien avec la pêche. Par exemple, lors d'une réunion qui a eu lieu en 2006, une femme pêcheuse ayant un cancer et suivant un traitement de chimiothérapie a reçu la somme de 10 000 roupies (113€) pour payer son traitement. Cette somme a été collectée auprès des femmes, sur une base volontaire, dans tous les marchés de poisson d'Udupi. Suite à ce cas et à de nombreuses autres demandes faites par les femmes pêcheuses pour bénéficier d'une assurance médicale qui les protège lorsqu'elles sont malades, l'association est maintenant en train de négocier avec des compagnies d'assurance médicale afin de fournir une assurance à bas coût à ses membres, par le biais du groupe.

L'association s'engage aussi vis-à-vis d'autres questions concernant le bien-être des femmes pêcheuses, non seulement l'accès à une assurance médicale à bas coût, mais la résolution de disputes conjugales, la question des violences domestiques, l'accès aux bénéfices de l'Etat providence comme des bourses pour l'éducation des enfants, des faibles taux d'intérêts pour les crédits pour le logement, l'éducation, la vente de poisson, etc. L'association joue donc un rôle de réseau de solidarité entre femmes, dans lequel elles se soutiennent non seulement professionnellement mais également personnellement.

L'absence de protection sociale

- 4 La pêche est un travail qui dépend de contraintes environnementales : les prises varient au fil de l'année et il y a des périodes où la pêche est interdite. Les personnes travaillant dans ce secteur font face à des difficultés économiques durant ces périodes. Chaque année, durant environ quarante-six à soixante-six jours, pendant les moussons – qui sont aussi la saison de reproduction des poissons de mer –, le gouvernement indien interdit la pêche marine afin de préserver les populations de poissons durant la saison de reproduction et pour protéger les pêcheurs pauvres face au risque de blessure ou de mort dans une mer difficile et dangereuse. Au Karnataka, il n'existe pas de politiques spécifiques permettant de pallier à ces périodes critique. Avec ce projet, une analyse des politiques publiques de protection sociale a été réalisée dans les zones côtières du sud de l'Inde comme le Karnataka, le Kerala, le Tamil Nadu, et Pondichéry⁷. Cette analyse a montré qu'à part dans l'Etat du Tamil Nadu, seuls les hommes pêcheurs bénéficient des diverses prestations de protection sociale –comme des indemnisations durant les périodes de mousson et lorsque la pêche est maigre ou le fait de pouvoir bénéficier d'autres mesures de protection sociale comme le programme d'indemnisation lié à l'épargne⁸. L'Etat du Karnataka, dans lequel se situe Udupi, ne fournit cette indemnisation ni aux hommes ni aux femmes.

5 A part ces mesures compensatoires, les Etats du Tamil Nadu et du Kerala proposent divers dispositifs de protection sociale à toutes les personnes travaillant dans ou liées au secteur de la pêche –y compris des indemnisations en cas de handicap ou de décès, des bourses pour l'éducation des enfants, pour les dépenses de mariage, des congés maternité et des retraites pour les personnes âgées. Néanmoins, aucune de ces mesures de protection sociale n'a été fournie par l'Etat du Karnataka dans lequel est située Udupi. Au Karnataka, les femmes pêcheuses peuvent avoir accès à des programmes de micro-crédit, à des logements subventionnés par l'Etat⁹, à des aides entrepreneuriales pour des activités comme l'élevage de poisson, à des programmes de commercialisation et de formation pour renforcer et améliorer leurs capacités à préparer des produits transformés comme le poisson séché, le poisson saumuré ou des beignets (Bhatta, Rao 2003).

Solidarités délibératives et le rôle de la classe et des systèmes de parenté

6 La forte cohésion qui unit les membres de l'association résulte des processus de délibération qui sont en vigueur. Ces processus – de même que les liens de solidarité – ont été facilités par les rapports de caste et de parenté qui existent entre ces femmes. Les problèmes qui affectent les femmes pêcheuses sont discutés lors des réunions mensuelles qui se tiennent dans les bureaux de l'association. Néanmoins, bien que les problèmes soient soulevés et discutés de manière formelle par ce biais, d'autres formes d'échanges d'informations, de discussion et de délibération plus informelles ont lieu tous les jours au marché. Tous les jours, les femmes discutent entre elles pour résoudre des questions qui les préoccupent sur leurs marchés, y compris des problèmes entre les vendeuses, des problèmes avec les clientes, des questions de santé des femmes, etc. Cette forme de délibération informelle est rendue possible par les liens de parenté qui unissent de nombreuses femmes du marché central d'Udupi. Souvent liées entre elles par le mariage et la

parenté, cet espace informel de délibération s'étend au-delà du marché, dans leurs foyers et leurs quartiers. Comme le montre Nancy Fraser, les collectifs sont souvent composés par des groupes qui partagent une identité et il est nécessaire de concilier des objectifs différents de redistribution et de reconnaissance, qui paraissent mutuellement contradictoires (Fraser 1995). Ce type de collectifs illustre la manière empirique dont les revendications des pêcheuses dans la région peuvent s'articuler : alors que, traditionnellement, les femmes pêcheuses s'organisent dans la région sur la base de réseaux liés à la caste, ces réseaux intègrent maintenant aussi des femmes d'autres castes (castes de non-pêcheurs –comme les groupes de caste répertoriée). Elles formulent vis-à-vis de l'Etat des demandes qui ont trait à la redistribution et à la reconnaissance.

- 7 Les solidarités qui se forgent entre les femmes répondent ainsi à différents objectifs, à la fois à l'intérieur et à l'extérieur du marché. Au sein du marché, la solidarité permet aux femmes de se soutenir dans leurs activités quotidiennes de gestion du marché aux poissons, de gestion des client-es ou de l'accès équitable aux ressources. Hors du marché, les solidarités entre les femmes leur permettent de se soutenir entre familles durant les périodes de besoin et de crise. Les liens de caste et de parenté permettent un accès informel au crédit, de même qu'à un capital social sous la forme de liens politiques et sociaux et de réseaux, que les femmes partagent souvent avec d'autres femmes du marché. Le marché n'est donc pas restreint spatialement à l'endroit où le poisson est vendu : il est encadré dans des structures et des rapports sociaux plus larges qui garantissent la capacité des femmes à attirer et à garder des client-es ainsi qu'à négocier avec des représentants politiques et avec des institutions étatiques. Les problèmes qui se posent au marché sont ainsi facilement résolus et la paix est maintenue entre les vendeuses et les personnes qui nettoient, de même qu'entre les femmes pêcheuses et les client-es. L'espace formel de délibération –les réunions mensuelles–servent à diluer les tensions en résolvant les problèmes qui

n'ont pas pu être résolus à l'amiable au marché. Bien qu'on observe souvent que des hommes provenant de la communauté de pêcheurs participent à ces réunions – qu'ils soutiennent de manière intéressée – , les femmes dominent cet espace de discussion et de délibération, participant activement à la prise de décision. Les réunions mensuelles ont également servi à développer la conscience politique de ces femmes qui discutent des problèmes que l'association rencontre vis-à-vis de groupes extérieurs, de même que des problèmes internes de représentation au sein de l'association. Les réunions mensuelles sont souvent discutées en détail dans les échanges quotidiens entre les femmes, ce qui permet souvent de garder un contrôle sur le pouvoir des représentantes.

Travail, reproduction sociale et genre

- 8 La majorité des femmes pêcheuses de l'association appartiennent à la caste des pêcheurs de la région – les *Mogaveeras*, qui sont la plus basse des quatre castes (*Shudras*) dans la hiérarchie de castes. Ces femmes parlent invariablement de leur travail comme d'un *Jati Kasubu*, ce qui signifie une activité de caste. Avant l'établissement de marchés à Udipi, les femmes échangeaient le poisson contre du riz dans ce qui était connu comme le système «*kyeka* ». Dans ce système, chaque foyer de pêcheurs était lié à un groupe de foyers d'une caste plus élevée, et les femmes pêcheuses de ces foyers échangeaient leur poisson contre du riz avec les foyers qui lui étaient assignés. Souvent, l'échange de riz contre du poisson incluait d'autres services comme du travail agricole et de l'aide domestique, fournis par les femmes *Mogaveera* durant la saison pendant laquelle la pêche est interdite et d'autres périodes de nécessité. Une réciprocité se construisait dans ces rapports entre les femmes et les hommes pêcheurs employés par les foyers *kyeka* durant les moussons. Les femmes pêcheuses ont développé et continuent à entretenir des rapports avec leurs familles *kyeka*, même après avoir intégré le marché. Elles reproduisent ainsi des rapports

sociaux et construisent de nouveaux rapports marchands autour des rapports de caste et de parenté existants. D'un autre côté, le marché entérine également la place du travail des femmes dans la reproduction sociale : depuis leurs rôles premiers en tant que gagne-pains dans un système matrilineaire jusqu'au nouveau système capitaliste patrilinéaire dans lequel les femmes continuent à être les principales gagne-pains. Le pouvoir réduit des femmes dans ce nouveau système a été contrebalancé par l'augmentation de la valeur du poisson et par l'augmentation des revenus des femmes dans le système du marché –ce qui a conduit à ce qu'elles constatent de réelles améliorations dans leurs vies en termes de revenus et d'accès à une éducation de base. D'un autre côté, leur perception de cette amélioration a été renforcée par la capacité des hommes pêcheurs à accumuler davantage grâce à des activités entrepreneuriales comme l'achat de bateaux de pêches ou des industries de transformation de poisson. Alors que l'augmentation du prix du poisson a favorisé la mobilité de classe de la majorité des hommes pêcheurs qui sont devenus des « business men » propriétaires de bateaux, d'entreprises de production de glace ou de transformation du poisson, les femmes pêcheuses continuent à être vendeuses. Cela est dû principalement au fait que le revenu gagné par les femmes pêcheuses continue à servir à la reproduction sociale, alors que le revenu gagné par les hommes est destiné à des activités productives et réinvesti dans des entreprises. Les hommes devenant riches en capitaux, la vente de poisson au détail est devenue un investissement attractif, ce qui a conduit à une multiplication des magasins de poisson dans d'autres parties plus urbaines de la côte. Au fur et à mesure qu'Udupi s'urbanise, cette menace a commencé à s'étendre sur la région et la lutte des femmes pêcheuses pour empêcher que des magasins ne leur prennent leur travail est paradoxalement une lutte contre d'autres pêcheurs de la région. Les femmes pêcheuses ont réussi à empêcher que les hommes ne leur prennent leur travail grâce à des manœuvres politiques délicates, en cooptant quelques

hommes pêcheurs puissants et en les amenant à se joindre leur cause, en faisant valoir leur rôle de mères pauvres. Dans ce nouveau contexte démocratique, le fait de repenser l'activité de caste comme un espace d'*empowerment* des femmes pauvres a permis d'obtenir le soutien des hommes pêcheurs, de même que celui de représentants politiques mandatés pour garantir l'égalité de genre et la réduction de la pauvreté. Un des faits significatifs dans cette étude est le fait que le travail productif des femmes est considéré par celles-ci comme un travail de reproduction – comme un moyen de subsistance – qui permet aux femmes de continuer à vendre du poisson afin d'apporter de la nourriture à table – pour leur communauté et pour leurs propres familles.

- 9 Une bonne partie du travail reproductif que les femmes pêcheuses n'arrivent pas à réaliser, car elles ne sont pas à la maison, est souvent pris en charge par d'autres femmes comme des voisines et des personnes de leur entourage, ou par des parentes proches comme les mères, les belles-mères, les sœurs et les filles. Le travail reproductif n'est pas problématisé car il est « géré » par d'autres femmes, ce qui reproduit les rapports de genre. Les rapports de genre sont ainsi reproduits à la fois dans la sphère matérielle du marché, où se forge l'image de mères travailleuses et dans les sphères domestiques de *care* et du travail reproductif. Les rapports sociaux de genre se reproduisent aussi par le rôle marginal des hommes au sein des familles, renforcé dans les nouveaux rapports capitalistes. Dans ceux-ci, les femmes continuent à être les principales gagne-pains, tout en demandant de l'aide à d'autres femmes pour le travail domestique et le travail de *care*, alors que les hommes endossent de nouveaux rôles d'entrepreneurs qui leur permettent de nouvelles formes d'accumulation. Ceci a souvent un coût élevé, car l'éducation des filles est laissée de côté pour permettre aux femmes de travailler et les femmes elles-mêmes renoncent à leur temps libre en raison des rythmes continus du travail au marché et du travail domestique.

10 Ces femmes disent que vendre du poisson est un travail essentiel pour la reproduction de leurs familles. Le travail reproductif n'inclut ici pas uniquement le travail domestique mais également le travail productif réalisé sur le marché. Ces rôles de mère et de pourvoyeuse s'entrecroisent de manière fluide dans les discours que les hommes pêcheurs ont sur les femmes pêcheuses, de même que chez les client-es qui leur achètent du poisson. Dans un entretien avec un homme pêcheur *Mogaveera*, celui-ci parle constamment des femmes pêcheuses qui nourrissent leurs enfants et la communauté en fournissant du poisson frais au marché. Si des supermarchés ouvraient, cela voudrait dire que les gens n'auraient plus de poisson frais. Avec la réfrigération, on ne peut pas savoir à quel point le poisson est frais. Avoir des femmes pêcheuses vendant du poisson fraîchement pêché acheté tous les matins au port permet d'être sûrs que le poisson est frais. En ce sens, soutenait-il, les femmes pêcheuses fournissent un service à la communauté. On constate ainsi un chevauchement entre les activités productives et reproductives, dans lesquelles la reproduction de la communauté repose sur le fait que les femmes pêcheuses vendent du poisson « frais » – du poisson qui n'est pas réfrigéré et qui est donc meilleur pour la communauté élargie, du poisson qui n'est pas cher, qui peut être acheté en marchandant et à des prix qui peuvent être baissés, ce qui permet aux personnes pauvres de consommer de la nourriture nutritive. Le fait que le travail productif et reproductif réalisé par les femmes soit perçu comme un service – un service à la communauté et particulièrement genré – signifie que les femmes doivent compter sur elles-mêmes pour jongler entre travail productif et reproductif. Les femmes portent les conséquences de cette surcharge de travail : épuisement, manque de sommeil et fatigue et développement précoce de problèmes de santé. Les femmes n'ont que de rares moments de loisirs, car elles ne peuvent pas se permettre de passer beaucoup de temps dans des mariages ou dans d'autres cérémonies qui sont pourtant essentielles à la reproduction culturelle.

- 11 *Une raison d'être* : malgré les nombreuses difficultés de leur travail, les femmes pêcheuses parlent de la vente comme de quelque chose qu'elles se réjouissent de faire. Le marché est un espace qui signifie beaucoup de choses pour elles. C'est un espace qui est précaire, un espace dans lequel on peut perdre de l'argent ou d'autres choses, mais aussi un espace dans lequel on peut obtenir des moyens de subsistance décents. Comme l'a expliqué une femme pêcheuse, lorsqu'elle prend une journée de vacances, elle pense sans cesse aux autres qui sont allées travailler, qui ont gagné un peu d'argent et elle se dit qu'elle aurait pu en gagner aussi. Ce sentiment d'accomplissement est intimement lié à la possibilité de vendre du poisson et de gagner décemment sa vie –sans les rapports de pouvoir qu'il peut y avoir entre un employeur et un employé.
- 12 Alors que le marché capitaliste n'offre pas de protection face aux risques ou aux pertes, le marché permet pourtant aux femmes de bénéficier de l'aide d'autres femmes. Liées les unes aux autres par des systèmes de parenté et par des liens communautaires, les femmes vendeuses sur le marché d'Udupi ont construit des liens et des amitiés solides qui semblent leur donner un certain répit face aux ravages du capital. Bien qu'elles soient en compétition les unes avec les autres pour vendre du poisson, essayant souvent de finir de vendre leurs paniers avant leurs amies, les relations qu'elles tissent ici leur donnent un sentiment de sécurité. Les femmes se soutiennent les unes les autres dans les moments de besoin, en aidant d'autres femmes à vendre leur poisson quand elles sont absentes. Au sein du marché, la sociabilité s'établit souvent par le biais de consommation ostentatoire comme l'achat de vêtements, de gadgets ménagers, etc. A part la consommation, les femmes se sentent très fières du fait que vendre sur le marché leur a permis d'éduquer leurs filles, leur évitant la corvée d'aller vendre du poisson.
- 13 Le marché donne également de l'autonomie. Vendre du poisson reste l'activité la plus lucrative pour toutes ces femmes, qui choisissent toutes de vendre plutôt que d'exercer

n'importe quelle autre sorte de travail. Dans tous les entretiens, les femmes disent qu'elles sont « libres » comme vendeuses, « libres » de venir au marché à l'heure à laquelle elles souhaitent venir, « libres » de partir à l'heure à laquelle elles veulent, « libres » de prendre un jour de congé sans devoir demander à personne son accord. Bien qu'au final elles exercent de manière très limitée leur droit à prendre un jour de congé pour des loisirs, le fait que cette option existe est extrêmement valorisé. Bien qu'en fin de compte elles angoissent à l'idée de devoir faire des bénéfices et d'avoir des pertes, les femmes considèrent cette activité comme un travail « libre » dans lequel elles n'ont de compte à rendre qu'à elles-mêmes. Lorsqu'une des femmes m'a demandé si dans mon travail je devais demander un congé si je voulais prendre une journée et que je lui ai dit que oui, elle m'a répondu : « *Dans ce travail, je suis ma propre patronne, je suis heureuse que cela soit mon propre commerce, je ne dois travailler sous l'autorité de personne* ».

14 Cette liberté n'est pas uniquement une liberté vis-à-vis de la hiérarchie ou de la caste mais également vis-à-vis d'autres formes de pouvoir, de contrôle et de dépendance. Alors que le travail salarié permet souvent de gagner des revenus similaires voire parfois plus élevés, les femmes préfèrent vendre du poisson à d'autres types de travail. D'un côté, on peut voir ce travail comme un travail autonome, dans la mesure où il n'y a pas de rapports verticaux de pouvoir. D'un autre côté, ce travail est imbriqué dans d'autres relations de dépendance. Les femmes vendeuses sur le marché de poissons dépendent les unes des autres dans le travail qu'elles réalisent. De nombreuses femmes pêcheuses plus âgées aident souvent à former des femmes plus jeunes dans le marché. Les amitiés qui se créent et se renforcent au sein du marché créent ainsi des relations d'interdépendance. Le besoin de protéger le marché a également résulté en une interdépendance politique. Bien que la grande majorité des femmes pêcheuses soient des petites vendeuses, elles dépendent des réseaux politiques de quelques grandes vendeuses. Les grandes vendeuses

dépendent à leur tour des petites vendeuses, car elles donnent de la force à leurs luttes pour protéger leur travail. Les grandes disparités en termes de revenus entre les petites et les grandes vendeuses est source de tensions au sein de l'association, les objectifs plus larges de redistribution entrant en conflit avec les pratiques accumulatives des grandes vendeuses. Les pratiques associatives sont ainsi souvent également le résultat d'un compromis entre les femmes, dans lesquels certains objectifs dominants l'emportent sur d'autres. Les femmes vendeuses sur le marché de poissons sont donc dépendantes les unes des autres à la fois dans le travail qu'elles réalisent et dans leurs luttes pour protéger le marché.

- 15 Les femmes valorisent l'indépendance financière qu'offre le marché. La possibilité de gagner de l'argent et de le dépenser comme elles le souhaitent permet à ces femmes d'avoir un sentiment de contrôle sur leurs propres vies. Les femmes dépensent la plupart de ce qu'elles gagnent pour leurs familles, en gérant souvent leurs finances de manière indépendante. Dans un sens, cela ne semble pas leur donner de l'autonomie. Pourtant, la manière dont les femmes parlent de leur contrôle sur les finances indique une perception d'autonomie –le sentiment d'être capables de destiner l'argent à leurs enfants et aux besoins familiaux sans être dépendantes de leurs époux. Les femmes valorisent le fait de pouvoir dépenser de l'argent par elles-mêmes, même si ce n'est qu'une petite partie de ce qu'elles gagnent, sans avoir à dépendre des revenus des hommes ou de leur autorisation. Leur statut en tant que membres gagnant des revenus est renforcé par leurs actes de consommation ostentatoire, qu'elles apprécient et reconnaissent comme un privilège dont les personnes au foyer ne bénéficient pas¹⁰.

Solidarités et liens avec le capital

- 16 Néanmoins, ce sentiment d'autonomie personnelle qu'elles expérimentent en ayant un contrôle sur leurs dépenses a également un prix, dans la mesure où les revenus gagnés par les hommes constituent une faible partie des budgets

familiaux et qu'ils ne contribuent souvent pas aux responsabilités financières. En raison de leur capacité à gagner de l'argent, les femmes sont aussi souvent exploitées financièrement par leurs époux, elles investissent souvent dans les activités entrepreneuriales de ces derniers et payent fréquemment lorsque ceux-ci subissent des pertes. De manière indirecte, le travail et les revenus des femmes rendent possible l'entrepreneuriat des hommes, ce qui signifie que les moyens de subsistance des femmes permettent l'accumulation capitaliste. Dans le contexte patriarcal, comme la propriété et les profits de l'entreprise reviennent aux membres masculins, les femmes et le travail des femmes permettent l'accumulation sans que celles-ci aient le droit de revendiquer leur contribution à cette accumulation. Comme les revenus des hommes sont redirigés vers le commerce, les activités de gagne-pain des femmes soutiennent, de manière invisible, l'entreprise capitaliste. Comme certaines femmes réussissent à accumuler plus que d'autres, des fissures de classe se créent entre les grandes et les petites vendeuses, les grandes vendeuses réussissant à gagner davantage et à vivre mieux en raison de leur alignement avec le capital. Alors que ces différences de classe parmi les femmes semblent les diviser sur certains sujets, elles se rejoignent selon d'autres catégories d'appartenances – comme la caste, le genre – avec l'objectif commun de protéger le marché vis-à-vis des entreprises.

La constitution de sujets politiques

- 17 Les femmes croient intrinsèquement que ce travail leur est propre en tant que pêcheuses, non seulement parce que leurs mères et leurs grand-mères le faisaient mais aussi parce qu'elles-mêmes le valorisent et le considèrent comme un moyen de sortir de la pauvreté. Toutes les vendeuses, qu'elles vendent peu ou beaucoup, sont d'accord sur le fait que les hommes ne devraient pas prendre leur place dans cette profession et elles résistent activement face à ce qu'elles voient comme une interférence masculine dans leur travail. Bien que cette posture politique soit limitée au travail qu'elles réalisent

et même si cela ne va pas au-delà du domaine personnel, elles se constituent comme des sujets politiques qui ont droit à la protection et l'aide de l'Etat, en tant que mères et reproductrices de la communauté et de la culture. Elles s'auto-construisent ainsi en réalisant une activité de caste acceptable, ce qui leur permet de se positionner politiquement comme des femmes provenant de basses castes et en même temps comme des femmes pauvres ayant donc droit à un statut spécial, à la différence d'autres travailleuses. Le fait qu'elles fassent allusion à leur travail comme à un travail reproductif, essentiel pour la santé de la communauté, est souligné – en effet, les femmes défendent leur droit à vendre du « poisson frais » face au poisson réfrigéré que les hommes vendent dans des grands magasins. Avec cette prise de position politique, elles adoptent une approche anticapitaliste, rejetant les entreprises à forte intensité de capital qu'elles considèrent comme nocives pour la santé de la communauté locale qui a le droit de manger du « poisson frais », qu'elles seules peuvent fournir à des prix abordables. Dans le cadre des contraintes culturelles, sociales et économiques du district, cette autoconsommation a permis de préserver les moyens de subsistance. Cela permet de repenser les notions d'altruisme inhérentes aux initiatives de l'économie solidaire (Hillenkamp, Wanderley 2015), comme quelque chose qui est essentiel pour engranger un soutien politique pour ces initiatives. Dans le contexte d'Udupi, l'altruisme a été utilisé comme une stratégie qui a permis de mobiliser du soutien politique.

En guise de conclusion

- 18 En Inde, peu de travaux ont été menés sur les pratiques de l'économie solidaire – et encore moins sur les politiques publiques qui permettent à ces initiatives d'émerger. L'Etat reconnaît la distinction entre le travail formel et le travail informel, regroupant toutes les transactions non-marchandes qui se situent en deçà du seuil d'imposition directe ou pour les permis et/ou qui impliquent des formes d'échanges ou de production mobiles (Harriss-White 2003). Bien que toutes les

activités réalisées au sein de l'économie informelle ne le soient pas en vue du bien collectif, certaines suivent une logique collective et peuvent être situées dans un cadre où des normes sociales ou des valeurs s'opposent à la logique des marchés capitalistes modernes. Par exemple, en Inde, certaines coopératives fonctionnent sur la base de bien collectifs et de propriété collective. Les activités réalisées dans l'économie informelle ne sont pas considérées comme un travail et l'Etat n'apporte ni soutien ni protection aux personnes qui y travaillent – la même chose se produit avec les initiatives de l'économie solidaire qui revendiquent une autonomie vis-à-vis de l'Etat. Le secteur informel recouvre souvent la grande majorité des emplois dans de nombreux pays. Barbara Harriss-White note que l' « Inde des quatre-vingt-huit pourcents » est souvent appelée « l'économie locale », « l'économie réelle », ce qui permet de distinguer ces activités productives du capital financier, la qualifiant d'authentique, et de différencier cette économie du sommet de l'économie jugée inauthentique (Harriss-White 2003). Comme le montre Kabeer, des activités comme le *care* et la production non-marchande – qui permettent d'avoir accès à des subventions ou d'épargner de l'argent – sont souvent réunies sous le vaste ensemble de travail informel (Kabeer 2008). Le chevauchement entre l'économie informelle et l'économie solidaire (même s'il est très limité), ainsi que la place des femmes pauvres –ici souvent de groupes marginalisés – demande que l'on s'intéresse aux différentes manières dont l'intersectionnalité des identités assigne des femmes de certains groupes à certaines formes de travail précaire.

- 19 Cette étude de cas propose ainsi une analyse critique des pratiques de l'économie solidaire qui sont souvent célébrées dans la littérature scientifique comme émancipatrices. Elle suggère qu'une étude plus nuancée et détaillée des mécanismes internes de fonctionnement des initiatives de l'économie sociale et solidaire révèle la coexistence d'espaces délibératifs et de hiérarchies bien établies. D'un autre côté, cette étude montre les tensions entre une économie solidaire

focalisée sur la redistribution et les bénéfices collectifs et le contexte d'accumulation capitaliste dominant. Les femmes, en particulier les petites vendeuses, font personnellement l'expérience de cette tension. En effet, d'un côté elles se rendent compte qu'elles sont capables de subvenir aux besoins de leur famille – de l'autre, elles ont un certain mépris pour les accumulations des grandes vendeuses. Les tensions entre la volonté de garantir des gains collectifs et les désirs individuels de mobilité de classe apparaissent clairement dans cette étude de cas. Cela indique que l'économie solidaire peut encourager des formes d'accumulation capitalistes, plutôt que de lui résister ou de s'y substituer.

20 Si l'on observe de près ces pratiques, il apparaît que les espaces créés par les pratiques de l'économie solidaire sont souvent contradictoires. Ils reflètent souvent des inégalités sociales et structurelles, tout en les remettant en question. Ce n'est pas une coïncidence si les femmes vendent du poisson dans des marchés que leurs époux ont quittés, passant de l'état de pêcheurs à celui de propriétaires de magasins de poisson ou de transformation du poisson. Dans la pratique, les inégalités de genre se perpétuent. Elles sont maintenues par les politiques publiques mises en place par l'Etat qui encouragent l'entreprenariat masculin en investissant largement des capitaux dans leurs entreprises, tout en s'abstenant de faire la même chose pour les femmes. La reconnaissance des hommes pêcheurs comme travailleurs et les protections et avantages sociaux dont ils bénéficient contraste avec le manque de protection et d'avantages similaires pour les femmes. Le fait de voir une forme de travail comme un travail et une autre comme du *care*, ou des « responsabilités maternelles », oblige les femmes à employer ces mêmes discours pour protéger leur travail. Cela renforce les inégalités de genre tout en permettant aux femmes d'accéder à une indépendance économique.

21 En termes d'identité et d'appartenance, ce cas est un bon terrain de réflexion sur la manière selon laquelle l'identité facilite la collectivisation. En effet, le fait d'avoir des expériences et des vies similaires et de partager des idéologies

culturelles et symboliques permet aux femmes de se réunir. D'un autre côté cette étude de cas révèle aussi que ces collectifs ont le potentiel d'inclure d'autres groupes et la capacité de garantir à la fois la reconnaissance et la redistribution par le biais d'associations séculaires. La définition de l'économie solidaire doit donc être ouverte à la possibilité de constituer des groupes basés sur une identité et qui se construisent à partir des réalités empiriques, tant que ces groupes sont ouverts et non des systèmes fermés et exclusifs. Mettre l'accent sur les réalités empiriques constitue une approche méthodologique. Notre compréhension du concept d'économie solidaire doit être nourrie par la pratique, c'est-à-dire par les différents contextes et situations, ainsi que par les différentes appartenances, afin de prendre en compte diverses formes comme la caste et l'identité de quartier. Cette approche empirique par le bas (*bottom-up*) nous permettra ainsi d'éviter les dangers d'une approche par le haut (*top-down*), décontextualisée et dépolitisée, de l'économie solidaire, qui pourrait ne pas refléter les réalités et donc conduire à des cas qui ne correspondent pas aux processus que cherchons à identifier et comprendre.

22 Cette étude de cas nous permet ainsi de réaliser une analyse féministe critique des pratiques de l'économie solidaire, qui sont en tension constante avec le mode dominant de production et de recherche de profit. Dans ce contexte, l'organisation de femmes pêcheuses d'un côté protège le marché face à des acteurs riches en capitaux, de l'autre, elle doit s'appuyer sur les grandes vendeuses qui développent, dans leurs réseaux politiques, des pratiques accumulatives riches en capital. Paradoxalement, cette économie solidaire bénéficie également à l'économie dominante, car les femmes pêcheuses prennent en charge la reproduction sociale pour leurs familles et leurs communautés, permettant ainsi à certains acteurs économiques – les grands vendeurs et les pêcheurs- de se consacrer davantage à des activités visant l'accumulation et le profit. Dans le contexte étudié, nous avons également constaté l'émergence d'autres types de solidarités

involontaires et qui vont à l'encontre de certaines des caractéristiques de l'économie solidaire – des valeurs d'équité, de démocratie et de redistribution qui la définissent. La place des femmes dans les organisations d'économie solidaire (à l'exception des quelques très grandes vendeuses) illustre les inégalités plus générales qui existent entre les sphères de la production et de la reproduction sociale. Dans ce cas, le travail productif est considéré comme faisant partie de la reproduction sociale lorsqu'il est réalisé par des femmes. Cela montre comment le capitalisme et le patriarcat se renforcent mutuellement. Dès lors, le capitalisme a beaucoup à gagner de l'économie solidaire, alors que cette dernière n'a rien à gagner du capitalisme. Le manque de soutien ou de protection sociale de l'Etat pour les femmes dans ces organisations menace de déstabiliser ces initiatives et risque de les rendre fragiles et insoutenables sur le long terme. Les liens entre l'Etat et le secteur privé constituent une menace durable, car l'Etat peut gagner beaucoup par le biais d'impôts s'il laisse de grands magasins de poisson remplacer les marchés. De plus, la privatisation des institutions étatiques a conduit les corporations de pêcheurs elles-mêmes à investir le domaine de la vente de poisson au détail dans d'autres parties de la côte. Le fait que les accords soient temporaires et que cette question ne soit pas résolue de manière légale et permanente fait que l'économie solidaire pratiquée par les femmes pêcheuses demeure vulnérable.

Notes

1. Cela inclut des marchés de poissons dans les sous-districts de Karkala, Kapu and Brahmavara. Il y a également des marchés de poissons au sein de la ville d'Udupi, comme : le marché d'Udupi-Beedinagudde, Brahmavara, Santhekatte, Moodubelle, Shiva Machakal, Ambagilu, Kadiyali, Hoode, Udyavara Bolargudde, Hejemaadi Kodi, Manipal, Kemmanna, Padubidri, Barkur, Uchhila, Mooluru, Saligrama, Gudde Angadi, Parkala, Pethri, Doddanagudde, Aadyur, Aadi Udupi, Kodavooru, Kalyanapura, Shankarapura, Ermal Bala, Mudarangadi, Honnala, Perudoor, Thottam, Katpady, Malpe Bandar, Hangar Katte et Kodi Bengre. Il y a au total 36 marchés de poisson qui prennent une part active aux activités de

l'association. Entretien avec Ashwini, assistant administratif à l'association, le 12.03.2016.

2. <http://wif.icsf.net/en/samudra-news-alert/articledetail/42985-Fisherwomen's.html?language=EN>

3. Entretien avec Baby Salian, le 9.12.2015. Voir aussi :

<http://www.bellevision.com/belle/index.php?action=topnews&type=593>
consulté le 10.03.2016

4. Une des plus grandes menaces auxquelles sont confrontées les femmes pêcheuses d'Udupi vient des hommes musulmans, qui vendent de plus en plus du poisson de porte-à-porte, avec des deux-roues ou des trois-roues pour amener des caisses de poissons dans les maisons des consommateurs. Ce problème des vendeurs de poisson musulmans mobiles est revenu lors de quatre réunions en 2016 ; les femmes étaient furieuses que les consommateurs commencent à abandonner le marché pour acheter du poisson devant leur porte. Voir également : 'Alleging Harassment, Fisherwomen Stage Protest in Kinnigoli', 20.12.2016, <https://www.seeandsay.in/40996/40996>, consulté le 20.11.2017.

5. Voir <https://timesofindia.indiatimes.com/city/mangaluru/Fisherwomen-to-hold-protest-rally-on-Nov-25/articleshow/5258095.cms?>, consulté le 22.03.2018

6. Voir http://www.udupitoday.com/udtoday/news_Udupi-Women-fish-sellers-urge-MP-Shobha-not-to-allow-fish-shops_4706.html, consulté le 10.03.2016

7. Ces Etats ont été choisis en raison de la disponibilité de données sur les politiques publiques. D'autres Etats côtiers, dans lesquelles ces informations étaient peu accessibles, ont été laissés de côté. Ce « policy brief » est le résultat d'un projet de recherche-action financé par l'Université OP Jindal dont l'objectif est de réaliser une comparaison des politiques publiques réalisées en Inde afin de permettre à l'association de femmes pêcheuses d'Udupi d'avoir accès à des prestations sociales.

8. Département de la pêche, Policy Note, 2017-18.

http://cms.tn.gov.in/sites/default/files/documents/ah_e_pn_2017_18.pdf, consulté le 17 mai 2018. Au Tamil Nadu, les mesures progressistes de protection sociale sont dues à la présence d'un mouvement fort de femmes pêcheuses dans la région (Voir Dietrich, Nayak 2006, 381)

9. <http://www.fishmark.in/activities.html> consulté le 10.03.2016. Entretiens avec le Secrétaire du Prakash Suvarna, Secretary, aux dates suivantes : 25.01.2016, 26.01.2016, 18.02.2016 & 10.03.2016. Entretiens avec Baby Salian, Directrice de l'association, le 18.01.2016.

10. Durant les ventes qui ont lieu lors de la période après le *Diwali* (le festival des lumières en Inde), les femmes se réunissent souvent pour aller visiter des boutiques de saris pour s'acheter des saris et des blouses et elles dépensent souvent de fortes sommes d'argent en une seule fois. En accompagnant ces femmes à diverses occasions, j'ai pu constater clairement que leur statut comme membres de la communauté gagnant de l'argent et le dépensant est reconnu, dans ces magasins. En effet, elles y sont les bienvenues – malgré la forte odeur de poisson qui les accompagne. On passe du temps à leur montrer les marchandises, à les mettre à l'aise, on leur propose de s'asseoir, on leur offre des boissons chaudes et on leur montre des saris sans compter le temps. Leur statut en tant que membres de la communauté gagnant de l'argent, qui ont également de l'argent à dépenser pour leurs propres besoins, est très apprécié par ces femmes. Ainsi qu'une femme me l'a dit lors d'une de ces occasions, cela fait du bien de ne pas avoir à demander de l'argent à un homme pour s'acheter un sari ou une blouse.

Auteur

Kaveri Thara

Kaveri Haritas (Thara) est professeure associée à la *Jindal School of Government & Public Policy, OP Jindal Global University*, Inde. Elle est titulaire d'un doctorat en études de développement de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), à Genève. Ses recherches portent sur le genre et la pauvreté urbaine, à la croisée de l'anthropologie urbaine,

économique et du droit. Kaveri Thara est le nom de plume de Kaveri I. Haritas.

Du même auteur

Résistance déguisée et reproduction sociale : la lutte des femmes pauvres pour accéder aux services urbains à Bangalore in *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires*, Graduate Institute Publications, 2017

Introduction. Effervescences féministes in *Effervescences féministes*, Graduate Institute Publications, 2021

© Graduate Institute Publications, 2021

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transposé - CC BY-NC-ND 3.0